

Institut d'études politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

**Programme doctoral en science politique, mention sociologie
politique comparée**

Centre de recherches internationales

Doctorat en science politique, spécialité sociologie politique comparée

**Qui décide dans la Tunisie d'aujourd'hui ?
Analyse de la fabrication des réformes de
décentralisation dans la Tunisie post-
révolutionnaire**

Intissar KHERIGI

*Thèse dirigée par M. Luis MARTINEZ, directeur de recherche, FNSP-
CERI*

soutenue le 4 mai 2021

Jury :

M. Jean-Philippe BRAS, professeur des universités de droit public, Université de Rouen

M. Éric GOBE, directeur de recherche, CNRS-IREMAM, Aix-Marseille Université (reviewer)

M. Patrick LE GALÈS, directeur de recherche CNRS-CEE

Mme. Laurence LOUËR, associate professor in political science, FNSP-CERI

Mme. Ellen LUST, professor in political science, Göteborgs Universitet (reviewer)

M. Luis MARTINEZ, directeur de recherche, FNSP-CERI

La révolution tunisienne de 2010-11 a mis au premier plan les questions d'espace, de développement régional et de répartition territoriale du pouvoir. Les premières manifestations qui ont déclenché le soulèvement en décembre 2010 ont commencé dans les régions intérieures pauvres du pays qui avaient connu une marginalisation politique et économique depuis des décennies. Au cours du siècle dernier, le pouvoir est devenu concentré géographiquement au sein de Tunis et du Sahel (régions côtières) et institutionnellement au sein d'un petit nombre d'organismes (la présidence et le parti unique au pouvoir), avec des chevauchements clairs entre ceux-ci.

Les inégalités régionales et la nécessité de redistribuer géographiquement le pouvoir et les ressources sont devenues des sujets de débat quotidien à la suite du soulèvement. La question régionale a également structuré les discussions politiques alors que le pays se tournait vers la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution. Les membres de l'Assemblée nationale constituante (ANC), élus en octobre 2011 pour rédiger une nouvelle constitution, ont créé une commission sur la gouvernance locale et régionale parmi les six comités de rédaction de la constitution. La décentralisation est apparue comme l'un des rares domaines ayant rassemblé un large consensus entre toutes les forces politiques qui constituaient l'ANC. La constitution qui en a résulté, adoptée en janvier 2014, consacre un chapitre entier à la décentralisation comme solution systémique pour rompre avec un système de gouvernance hautement centralisé en redistribuant le pouvoir.

Cette thèse examine la fabrication des réformes de décentralisation en Tunisie post-révolutionnaire. Elle s'appuie sur une matrice conceptuelle issue essentiellement de « l'analyse des politiques publiques », appliquée aux processus d'élaboration des politiques de décentralisation entre 2011 et 2020 pour examiner comment la décentralisation a été mise sur l'agenda politique pour la première fois, comment les réformes ont été initiées, quels étaient les acteurs clés, leurs intérêts, leurs capacités d'action, et comment les stratégies de ces acteurs sont structurées par les cadres institutionnels et cognitifs existants et nouveaux. Partant de ces questions, la présente thèse cherche à combler une lacune dans la littérature actuelle sur le monde arabe en scrutant les processus d'élaboration des politiques et en analysant les dynamiques qui façonnent la prise de décision. Elle tente d'atteindre ces objectifs en appliquant les concepts classiques de l'analyse des politiques publiques au contexte de la Tunisie. Cette thèse cherche ainsi à analyser les interactions et les relations de pouvoir entre un

large éventail d'acteurs dans le contexte d'une arène politique particulière, celle de la décentralisation.

Les réformes de décentralisation font partie des processus de réforme les plus complexes à analyser étant donné leur nature transversale et leur capacité à provoquer des changements simultanés et à plusieurs niveaux. L'analyse de ce processus est particulièrement importante car elle se déroule dans une région caractérisée par les régimes politiques les plus centralisés au monde (Harb et Atallah, 2014). Les inégalités et les doléances territoriales ont été mises au premier plan lors des soulèvements de 2011 dans de nombreux pays de la région, que ce soit en Libye où la région de l'Est se plaint depuis longtemps de la marginalisation ou au Yémen où le mouvement séparatiste du Sud s'est renforcé pendant le conflit. Les schémas de mobilisation ont également mis en évidence les fractures régionales et urbaines-rurales, comme en Syrie et en Tunisie où les populations rurales marginalisées ont joué un rôle important dans les premières étapes des soulèvements.

Le processus de décentralisation en Tunisie constitue un terrain extrêmement fertile pour l'analyse de l'Etat tunisien, tant sous l'angle de sa construction passée que celui de ses transformations actuelles. La gouvernance locale est au cœur de la manière dont les régimes construisent leur autorité. Retracer l'évolution des relations centre-périphérie permet d'analyser la construction de l'État tunisien moderne et les mécanismes concrets par lesquels il exerce son autorité et son pouvoir. L'étude de la décentralisation et de la négociation des règles de gouvernance locale révèle que les niveaux local et national ne sont pas des échelles différentes mais « conjointement formés et co-constitués... plutôt que... des couches discrètes et délimitées » (Hanieh, 2018, pp. 15-16).

Cette thèse pose trois grands ensembles de questions de recherche : 1) Comment comprendre le choix de décentraliser après la révolution en Tunisie? Pourquoi la décision initiale de décentraliser a-t-elle été prise? Quel est le lien entre révolution et décentralisation?; 2) Dans le contexte d'un régime politique en mutation, quel rôle jouent aujourd'hui les différents acteurs dans la construction des politiques publiques? Qui détermine les règles détaillées de la décentralisation, quel rapport de force y a-t-il entre les acteurs et qu'est-ce que cela nous apprend sur la prise de décision dans la Tunisie post 2011; 3) Comment les réformes conçues au niveau

central abordent-elles les réalités de différents contextes territoriaux, tels qu'ils sont habités par différents groupes, et investis par des pratiques, représentations et identités? Quelles représentations de l'espace sous-tendent les réformes du découpage territorial qui s'inscrivent dans le processus de décentralisation ?

Cette thèse cherche à apporter une contribution à l'étude des réformes de décentralisation et de l'élaboration des politiques publiques en Tunisie à la lumière d'un cadre conceptuel issu de l'analyse des politiques publiques en l'adaptant au contexte tunisien et en le combinant à une approche ethnographique pour produire une analyse sociologique de la construction des politiques de décentralisation. Cette thèse s'appuie sur plus de deux ans et demi de travail de terrain impliquant des entretiens approfondis, de l'analyse des archives, de l'observation et des études de cas ethnographiques sur les pratiques d'élaboration des politiques publiques. En tentant de répondre aux questions de recherche ci-haut mentionnés, elle adopte ainsi une approche sociologique et ethnographique de la construction des réformes de décentralisation dans le contexte post-révolutionnaire tunisien, telles que définies par des acteurs dont l'action est structurée par des institutions formelles et informelles et forgée par différents cadres cognitifs. Cette thèse cherche donc à apporter une contribution particulière à l'étude des processus d'élaboration des politiques publiques dans un pays du monde arabe, en combinant des concepts de l'analyse des politiques publiques avec des méthodes ethnographiques.

Il faut souligner que la présente thèse analyse les différentes étapes du processus d'élaboration des politiques de décentralisation en Tunisie entre 2011 et 2020, depuis la problématisation des inégalités territoriales et leur mise sur l'agenda gouvernemental (émergence et perception du problème, et définition de l'agenda) et leur interprétation par les décideurs comme une revendication de la révolution (définition du problème et prise en compte d'alternatives politiques), à l'élaboration de textes juridiques-clés qui définissent les contours du nouveau cadre de décentralisation (sélection des instruments, formulation des politiques et adoption de la législation). Chaque étape est analysée séparément afin de permettre d'analyser la constellation particulière d'acteurs impliqués dans chaque étape ainsi que l'évolution des relations de pouvoir entre eux, qui se développe de manière significative au cours de la période étudiée.

